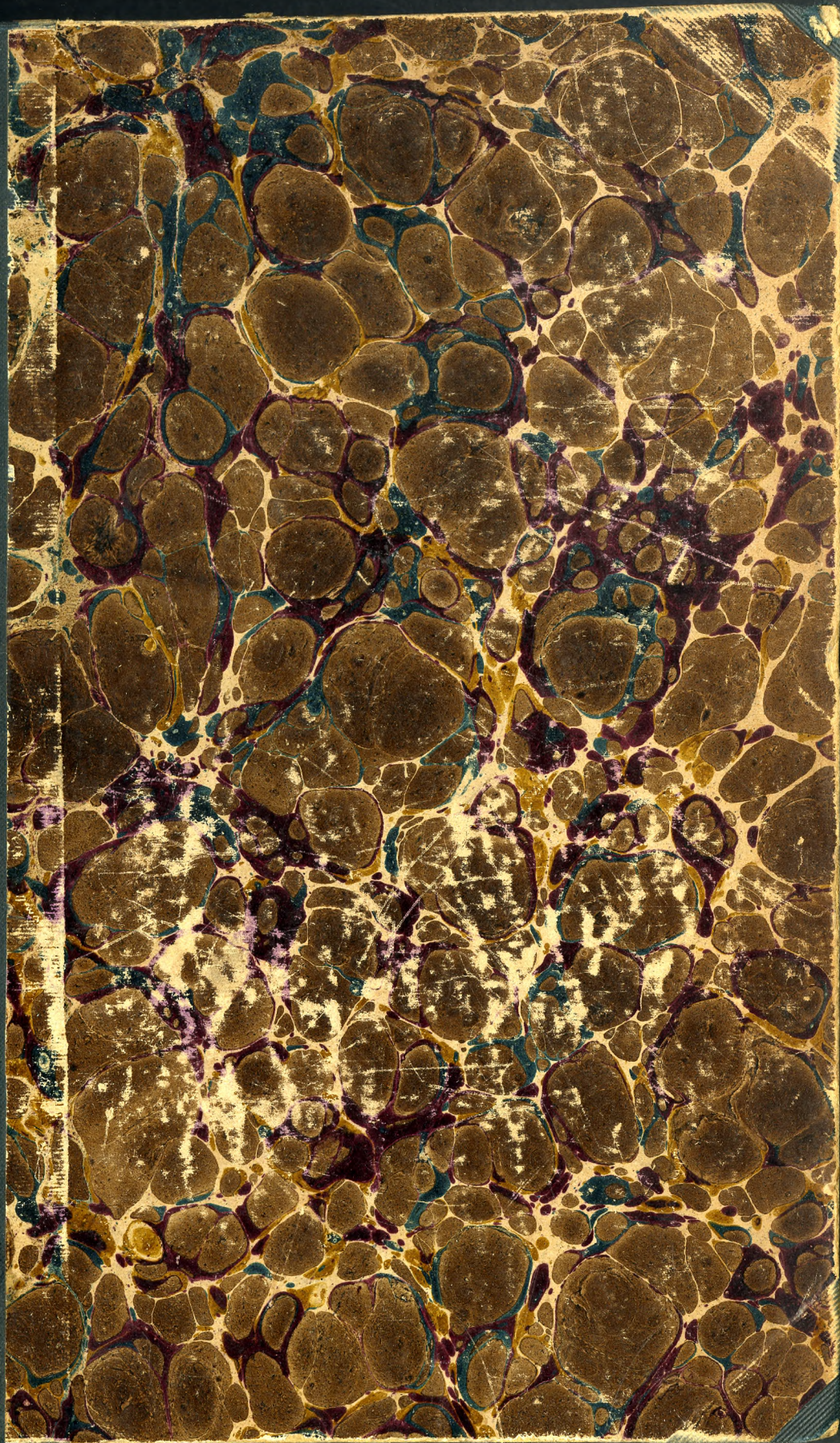


Politikai
röpiratok.

196.



196
1824

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EN HONGRIE

PAR

ÉDOUARD MARBEAU

EXTRAIT DU *CORRESPONDANT*

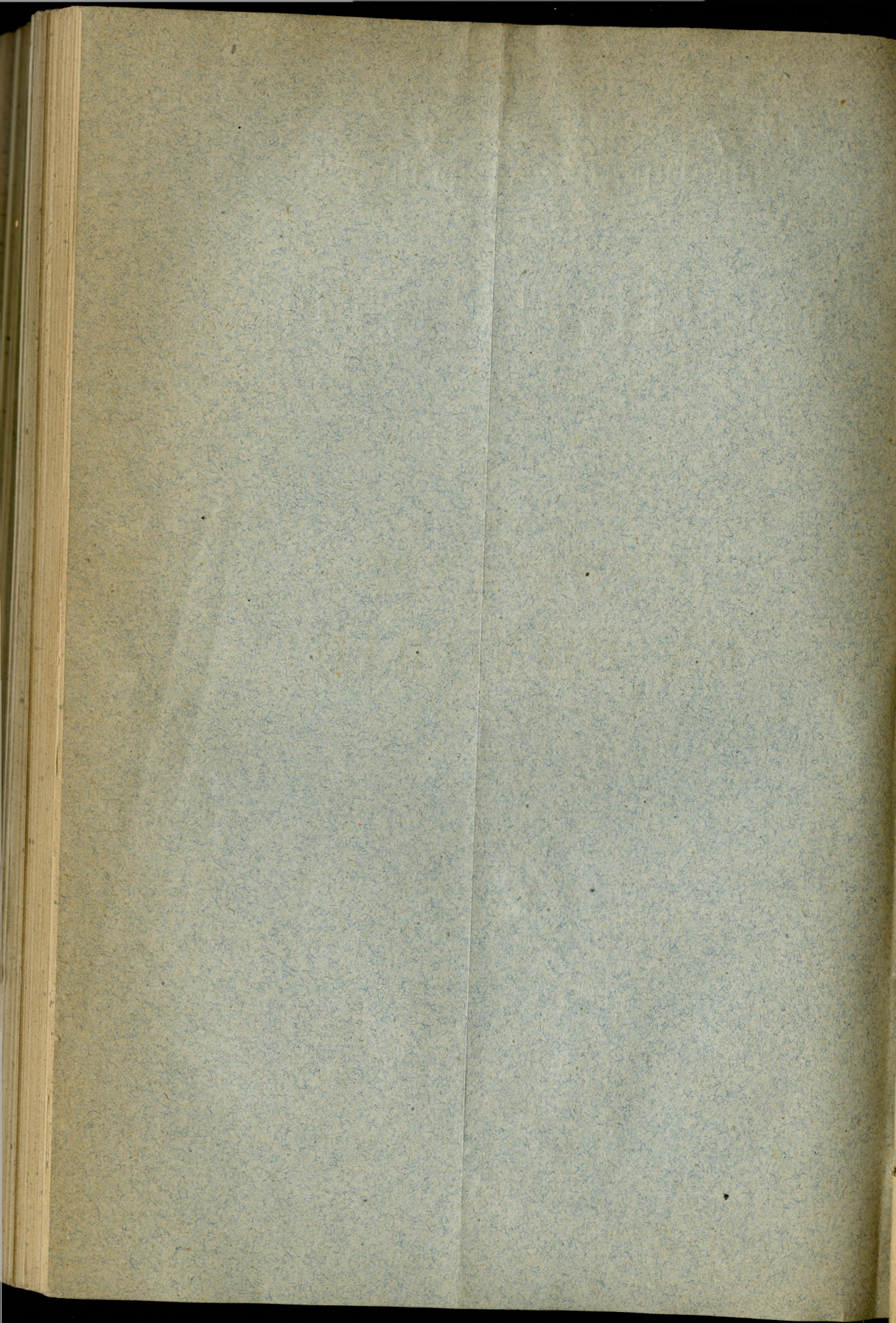
10.

PARIS

JULES GERVAIS, LIBRAIRE-ÉDITEUR

29, RUE DE TOURNON, 29

—
1881



L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EN HONGRIE

PARIS. — E. DE SOYE ET FILS, IMPR., 5, PL. DU PANTHÉON.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EN HONGRIE

PAR

ÉDOUARD MARBEAU

EXTRAIT DU *CORRESPONDANT*

PARIS

JULES GERVAIS, LIBRAIRE-ÉDITEUR

29, RUE DE TOURNON, 29

—
1881

BRIT 200766028

EN HONNORABLE

D^e BALLAGI GÉZA

LETTRE DE VOTRE ALTESSE ROYALE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EN HONGRIE

Il s'est produit en Hongrie, dans ces dernières années, un mouvement important dans le domaine de l'instruction publique, et depuis quelques mois, toutes les questions touchant à l'enseignement ont été remises à l'ordre du jour. Le gouvernement hongrois, sans intention hostile à la religion, mais poussé par le désir de centraliser l'instruction, a pris des mesures qui ont provoqué d'ardentes protestations de la part des ministres de tous les cultes. Tous les Hongrois, orthodoxes, calvinistes, luthériens, catholiques, ont compris, par ce qui se passe en France, que la liberté de l'enseignement est la sauvegarde de la liberté de conscience; aussi sont-ils résolus à défendre, contre les entreprises du gouvernement de Budapest, leurs droits à l'enseignement de la jeunesse, aussi énergiquement qu'ils l'ont fait pendant des siècles contre la cour de Vienne. En Hongrie, comme en France, les évêques sont les premiers qui se lèvent pour protéger les libertés nationales.

Tant que la race magyare luttait contre l'Autriche pour la restauration du royaume de saint Étienne, toute tentative faite pour sauvegarder l'individualité nationale était encouragée comme une œuvre patriotique, et les privilèges dont jouissaient les protestants et les catholiques pour leurs écoles étaient considérés comme des garanties de l'indépendance qu'on espérait recouvrer un jour. Il ne pouvait alors être question de luttes entre le pouvoir civil et l'influence religieuse.

A la suite du compromis austro-hongrois de 1867, l'attention publique fut longtemps concentrée sur les débats parlementaires qui devaient amener au pouvoir le parti dont M. Tisza est le chef tout-puissant, mais on finit par comprendre que ces luttes intérieures étaient funestes aux intérêts nationaux, et toutes les activités se tournèrent vers le développement des forces vives du pays. On vit d'abord que l'instruction publique était loin de répondre aux besoins nouveaux. La Hongrie a plus de quinze millions d'habitants

et ne possède que deux universités; beaucoup d'étudiants sont obligés d'aller à l'étranger chercher le haut enseignement spécial que leur patrie ne peut leur donner. Les professeurs des facultés se plaignent de l'insuffisance de l'instruction des élèves qui sortent des gymnases. Un grand nombre de villages sont encore privés d'écoles primaires.

La nation tout entière fait de louables efforts pour combler ces lacunes, car elle veut à tout prix se soustraire à l'influence allemande et développer une civilisation qui porte l'empreinte de la race magyare. On doit déjà à l'initiative privée divers établissements auxiliaires de l'enseignement supérieur, dont tous les pays civilisés sont dotés depuis des siècles, et qui élèvent la culture intellectuelle au niveau des progrès réalisés dans les sciences, les lettres et les arts. A en juger par ce qui a été fait depuis dix ans, on peut prévoir l'époque prochaine où la Hongrie occupera une place honorable à côté des États les plus avancés dans l'instruction.

La race magyare est enveloppée par les Allemands, les Slovaques, les Ruthènes, les Roumains et les Serbes. Il n'y a pas, en Hongrie, moins de sept religions reconnues; ce sont autant de causes de divisions. Pour affermir l'unité nationale et arriver à la fusion de tous ces éléments rivaux, le gouvernement a essayé d'assurer à l'État la prépondérance dans l'enseignement à tous les degrés. Il a commencé par établir, à côté des écoles confessionnelles, des écoles dépendant de l'État, par imposer aux collèges qui échappent à son action immédiate des conditions de professorat et des programmes d'études, et par prescrire dans toutes les écoles primaires l'enseignement de la langue magyare. Ces mesures ont provoqué de vives réclamations de la part de toutes les races peu sympathiques aux magyars, mais on a passé outre. Pour achever son œuvre, le gouvernement veut maintenant porter atteinte aux privilèges dont les Hongrois protestants et catholiques ont joui depuis des siècles. C'est là une difficulté presque insurmontable, car il se trouve en face des patriotes dont l'appui lui est nécessaire et qui sont résolus à ne rien abandonner de leurs antiques privilèges.

Cependant il y a des réformes urgentes à faire. Elles sont promises depuis longtemps et l'opinion publique les réclame. Sous peu le Parlement hongrois sera saisi de ces projets. L'exposé de l'état de l'instruction primaire, secondaire et supérieure, permettra d'apercevoir toutes les complications de cette grave question.

I

Avant l'invasion des Turcs, la Hongrie comptait parmi les nations les plus civilisées. Au commencement du treizième siècle, Bela III fonda, à Veszprém, la première académie hongroise, sur le modèle de celle de Paris ; et quand la maison d'Anjou arriva sur le trône de saint Étienne, les relations avec la France et l'Italie devenant plus fréquentes, la culture intellectuelle s'éleva rapidement dans le pays. Louis le Grand fonda une académie à Pécs, et Sigismond en créa une autre à Buda. Mathias Corvin imprima à son tour, durant toute la seconde moitié du quinzième siècle, un nouvel élan aux sciences et aux arts. Pendant qu'il empruntait à l'Italie toutes les ressources d'une civilisation avancée, il organisait l'instruction sur une vaste échelle et formait à Buda la plus riche bibliothèque de l'Europe centrale ¹.

La domination turque qui dura près de deux siècles et les guerres que la race magyare eut à soutenir contre l'Autriche, amenèrent une longue période de décadence. Comment élever des églises, construire des châteaux, conserver des bibliothèques et des collections

¹ La *Corvina*, bibliothèque du roi Mathias Corvin, comptait 50 000 volumes. C'était une collection de tous les ouvrages grecs, latins et hongrois. Le roi s'était surtout attaché à rassembler les épaves de la bibliothèque de Constantinople : ouvrages arabes, chaldéens et hébraïques. Il avait aussi fait copier en Italie les manuscrits les plus rares et les miniatures les plus remarquables. La dispersion de toutes ces richesses commença sous les successeurs de Mathias Corvin. Une grande partie fut aussi détruite lors du siège de Buda par les Turcs. Dans son *Histoire générale des Hongrois*, M. Édouard Sayous assure que les Ottomans loin de détruire ce qui restait le conservèrent.

A partir de 1540, les Turcs emportèrent à Constantinople les restes de la *Corvina*, qui furent installés dans la bibliothèque impériale. On trouve à Madrid, à Milan et à Bruxelles, douze volumes de la *Corvina* dont l'origine paraît certaine. La bibliothèque nationale à Paris et celle de Vienne possèdent aussi plusieurs ouvrages de la même provenance. Le Musée national de Budapest en conserve six spécimens (Curtius, Sallustius, Plautius...) d'une authenticité incontestée.

Pendant la dernière guerre de Bulgarie, il y eut un échange de rapports amicaux entre les Turcs et les Hongrois. Le sultan saisit cette occasion pour faire présent au roi de Hongrie de trente-huit volumes de la *Corvina*, qu'on peut voir dans la bibliothèque de l'université de Budapest. Ces volumes avaient encore leur ancienne reliure de velours et de maroquin avec coins d'or et d'argent émaillés et marqués aux armes des Hunyady (un corbeau tenant un anneau dans son bec). Par malheur, le sultan ne jugeant pas cette vieille reliure présentable, a cru bien faire en la remplaçant par une reliure moderne.

dans un pays sans cesse ravagé par la guerre, le pillage et l'incendie? A chaque pas on trouve en Hongrie les ruines de châteaux qui eurent leur célébrité. Le seul qui soit complètement restauré est celui de Vajda Hunyad, en Transylvanie. Il n'existe aussi qu'un édifice religieux ancien qui soit intact, c'est la belle cathédrale gothique de Kassa, qui fut construite sous Louis le Grand, à la fin du quatorzième siècle. Ces monuments témoignent du degré auquel les arts étaient parvenus avant l'invasion ottomane.

La Hongrie ne commença à renaître à la vie intellectuelle que sous Marie-Thérèse et sous Joseph II, et fut alors dotée d'institutions durables. Mais ce progrès n'a pris un caractère vraiment national que depuis cinquante ans.

L'*Académie* hongroise des sciences, fondée à Budapest, en 1830, et due au patriotisme du comte Étienne Szécheny, fut le signal du réveil de l'esprit public. Le but de ses fondateurs était de donner aux magyars un moyen de conserver leur langue et leurs traditions, de soustraire le pays à l'influence allemande et de préparer par des voies pacifiques la restauration de leur nationalité. L'académie a rempli pleinement cette mission. Elle est encore aujourd'hui l'établissement scientifique le plus important du royaume. Elle comprend trois sections (linguistique et belles-lettres, — sciences philosophiques, historiques et économiques, — sciences mathématiques et physiques). Ses annales constituent déjà des éléments d'études pour toutes les matières qui peuvent, à un degré quelconque, élever le niveau intellectuel du peuple hongrois, lui révéler ses origines, lui faire connaître les ressources dont il dispose, enfin imprimer une direction à ses efforts. L'académie publie aussi une revue mensuelle, qui offre une certaine analogie avec l'*Économiste français*. L'État ne vient en aide à cette institution que par de faibles subventions. Le crédit inscrit au budget de 1880 ne dépasse pas 10 000 florins. Mais les souscriptions privées ont permis de réunir déjà un fonds de plusieurs millions.

Deux autres sociétés littéraires exercent aussi sur le mouvement intellectuel de la Hongrie une influence considérable : la société Kisfaludy et la société Petöfi. La première date de 1837. La Hongrie venait de perdre Charles de Kisfaludy, qui avait, en quelques années, par des drames et des comédies, conquis une grande popularité. La souscription nationale ouverte pour lui élever un monument dépassa la somme nécessaire, et l'excédant permit de fonder la société qui porte son nom. Les membres de la société décernent des récompenses aux hommes de lettres et dotent le pays de traductions des chefs-d'œuvre des littératures étrangères. La Hongrie leur doit déjà la traduction des œuvres complètes de Shakspeare, de Molière, de

Racine, de Corneille... Ces traductions ont pour les Hongrois une grande importance. Jusqu'à présent la connaissance de la langue allemande leur était indispensable pour faire des études complètes. Lorsque les principaux ouvrages étrangers seront traduits en hongrois, il sera loisible aux élèves de n'apprendre parmi les langues étrangères que celle de leur choix, et on peut déjà prévoir que les langues préférées seront le français et l'anglais.

La société Petöfi, sœur cadette de la société Kisfaludy, et due à l'initiative de M. Jokay, est de création toute récente. C'est auprès d'elle que les jeunes littérateurs qui n'osent présenter leurs travaux à la société Kisfaludy viennent chercher des encouragements.

Il faudrait une longue nomenclature pour indiquer toutes les sociétés fondées dans ces dernières années pour les diverses branches de l'enseignement. Les plus importantes s'occupent des sciences naturelles, de géologie, de géographie, de publications populaires... En même temps un progrès notable a été réalisé par les travaux du conseil de statistique créé en 1867¹. La presse apporte plus que dans tout autre pays un auxiliaire puissant à ce développement. Outre les vingt-deux journaux publiés à Budapest, il existe un grand nombre de revues d'économie politique, des communications, d'instruction publique, de droit, de linguistique, d'archéologie... Les plus répandues sont la revue de Budapest (*Budapesti szemle*), qui est patronnée par l'Académie, et traite d'une manière approfondie toutes les branches des sciences exactes, et la revue mensuelle (*Havi szemle*), où, libres de toute tutelle, les jeunes publicistes peuvent produire les résultats de leurs recherches et leurs essais philosophiques et littéraires.

Si on examine maintenant l'état de l'instruction publique à ses divers degrés, on sera frappé, malgré les efforts faits depuis 1867, de la tâche immense qui s'impose encore au pays.

II

Jusqu'en 1868, toutes les écoles primaires (*elemi*) avaient un caractère religieux; et comme dans la plupart des communes il y a deux ou trois paroisses de diverses confessions, chaque village avait deux ou trois écoles. L'enseignement ainsi fractionné était insuffisant. La XXXVIII^e loi de 1868 ordonna la création d'écoles communales (*közéégi iskola*) et d'écoles d'État (*állami iskola*). Ces écoles n'ont pas de caractère confessionnel, mais les ministres des différents

¹ Je dois mentionner ici les travaux de M. Charles Kelcti, chef du bureau de statistique, auquel j'ai emprunté beaucoup de ces renseignements.

cultes peuvent y donner l'instruction religieuse. La même loi imposa à toutes les écoles primaires, dites écoles du peuple (*népiskola*), qu'elles fussent fondées par des particuliers, par des sociétés ou par des confessions, un programme uniforme et un règlement pour l'emploi du temps. Des inspecteurs du gouvernement sont chargés de veiller à l'exécution de la loi. Là se borne l'intervention de l'État dans l'enseignement privé. Chaque confession peut nommer les instituteurs, fixer leur traitement, choisir les livres classiques, répartir entre les paroissiens les dépenses scolaires. Le contingent ainsi réparti vient en déduction de l'impôt spécial que doit tout habitant de la commune pour l'école publique. D'après la loi, la contribution scolaire ne peut dépasser 5 pour 100 de l'impôt direct dû à l'État.

La question des écoles primaires se présente en Hongrie dans des conditions d'autant plus délicates, que, d'une part, l'instruction primaire est obligatoire et que, d'autre part, beaucoup de communes n'ont pas de ressources suffisantes pour avoir des écoles publiques. On est alors forcé de se servir des écoles confessionnelles comme d'écoles communales. Mais presque tous les villages étant divisés en plusieurs confessions, les enfants sont obligés souvent, pour satisfaire à la loi, de fréquenter une école appartenant à un culte différent du leur. Souvent même, les habitants d'un village n'appartiennent pas à la même race, et les enfants parlent des langues différentes.

Grâce à l'esprit de tolérance religieuse qui a pénétré dans les mœurs du peuple hongrois, ces difficultés ont pu être évitées en partie. Les écoles confessionnelles s'ouvrent aux enfants de tous les cultes. Les juifs eux-mêmes y envoient volontiers leurs enfants. Mais la loi de 1868 a dû prévoir le cas où les parents se refuseraient à se servir des écoles confessionnelles et a posé la règle suivante : — S'il y a plus de trente enfants en âge de fréquenter l'école, la commune est tenue d'établir une école communale. — Si le nombre est inférieur, les parents, qui ne procurent pas à leurs enfants un autre mode d'instruction, doivent les envoyer à l'école confessionnelle ; mais alors l'enseignement religieux est donné par les ministres des cultes à des heures déterminées. C'est le cas le plus fréquent, car, en 1878, sur 15 675 écoles primaires, 172 seulement étaient dirigées par l'État et 1555 par les municipalités. Les autres dépendaient des sept confessions reconnues. — Catholiques, calvinistes, luthériens, grecs non unis, grecs unis, israélites, unitaires.

L'enseignement est obligatoire pour tous les enfants. De six à douze ans, ils doivent aller à l'école primaire. La durée des classes est de vingt à vingt-cinq heures par semaine. Les adultes jusqu'à

l'âge de quinze ans sont aussi tenus de suivre les cours de l'école de répétitions pendant cinq heures par semaine en hiver et deux heures en été. Mais cette dernière prescription est bien rarement observée. Dans les villes, l'enseignement élémentaire se fait en six années; dans les campagnes, en quatre années seulement. Quelques écoliers vont ensuite dans les écoles primaires supérieures, d'autres abordent l'enseignement secondaire.

La loi de 1868 a dû prévoir les résistances que les parents opposeraient à l'obligation de l'instruction primaire. Les pères de famille sont libres d'adopter pour leurs enfants le mode d'éducation qu'ils préfèrent, mais si les enfants ne fréquentent pas l'école, ils doivent subir un examen public qui permette de constater s'ils ont reçu ailleurs une instruction suffisante. Quant aux voies de contrainte, la loi recommande de n'y recourir qu'après avoir épuisé tous les moyens de persuasion. La peine consiste en une amende, qui est successivement de 1/2 florin, 1, 3, 4 florins. Enfin, la commune peut, en cas de négligence persistante de la part des parents, nommer un tuteur à l'enfant. D'ailleurs, la charge imposée aux parents n'est pas trop lourde. La taxe d'inscription à l'école primaire varie, suivant les régions, de 1/2 florin jusqu'à 4 florins au maximum (10 francs); et pour les livres classiques, le gouvernement a eu soin de faire des éditions à bon marché. La gratuité est absolue pour les enfants des familles indigentes.

L'instruction primaire pour les garçons et pour les filles devait, d'après la loi, comprendre trois types d'écoles. Au-dessus des *écoles élémentaires* des villages, on avait prescrit l'établissement, dans les communes de plus de 5000 habitants, de *hautes écoles primaires*, et dans les grandes communes, d'*écoles civiles* (*polgári iskola*), où les élèves recevraient un enseignement se rapprochant de celui des écoles réales, et comprenant les mathématiques, la physique, la chimie... Le but était de préparer des jeunes gens pour le commerce, et des apprentis pour les métiers qui exigent des connaissances spéciales. Mais ce programme n'a été qu'imparfaitement rempli, et les écoles de ces deux dernières catégories sont rares. La plupart même des écoles élémentaires n'ont que quatre classes au lieu de six.

Les écoles normales primaires (*tanárképezdék*) ont trois classes. Indépendamment des écoles normales confessionnelles, il y en a vingt qui sont dirigées par l'Etat. Pour obtenir le brevet d'instituteur, il faut en sortant de l'école normale faire un stage d'un an ou de deux ans, afin d'acquérir la pratique des méthodes pédagogiques.

Malgré le développement rapide de l'instruction primaire dans

ces dix dernières années¹, il résulte des documents officiels que 498 944 enfants sont encore privés d'instruction faute d'écoles, soit 22 pour 100 de ceux qui sont en âge de les fréquenter.

Dernièrement, M. le comte Eugène Zichy a montré que le mal était bien plus grand que le gouvernement ne semblait le croire. D'après lui, beaucoup d'enfants ne restent à l'école que trois ou quatre mois par an, plusieurs centaines de mille n'ont pas les livres nécessaires, un quart des écoliers quitte les classes sans savoir lire et écrire. Un tiers des instituteurs ne possède pas de diplôme. Il estime qu'il faudrait encore 7000 écoles. Il a fait appel à l'initiative privée pour combler cette lacune, et a provoqué la formation d'une société d'*Instruction populaire*.

Pour le moment, le principal souci du gouvernement est de poursuivre l'application de la loi du 25 mai 1879, qui a prescrit l'enseignement de la langue hongroise dans toutes les écoles primaires. La loi de 1868 avait décidé que l'enseignement dans les écoles primaires serait donné dans la langue que les enfants parlent dans leur famille, si elle était généralement usitée dans la commune. De la sorte une partie notable de la population ignorait complètement la langue hongroise. En 1879, l'administration a posé en principe que tout sujet du royaume, à quelque race qu'il appartint, devait savoir la langue officielle, car autrement il se trouverait impropre à tous les emplois. L'idée est juste, mais à une époque où le sentiment des nationalités est très surexcité, cette mesure était imprudente, et il est possible qu'elle produise un effet absolument contraire à celui que le gouvernement a cru obtenir.

On ne peut se faire une idée des colères sourdes et des réclamations violentes que cette loi a soulevées, surtout chez les Serbes et les Roumains. Ils ont dit que la liberté de l'enseignement leur était garantie par d'anciennes constitutions, qu'elle était la seule sauvegarde de leur nationalité, et que dans les écoles primaires fondées, dirigées et soutenues par leur clergé, l'État ne pouvait en aucune manière intervenir dans l'enseignement sans violer les lois fondamentales qui protégeaient leur autonomie religieuse. Ils ajoutaient que dans les régions qu'ils habitent, les enfants étant déjà obligés de savoir le roumain, le serbe et l'allemand, les trois langues que tout le monde parle, il devenait impossible de leur en apprendre une quatrième dont ils ne savaient pas le premier mot, et que cette nouvelle étude les empêcherait de donner le temps nécessaire aux

¹ En 1869, il y avait 13 646 écoles et 17 769 instituteurs; en 1878, 15 675 écoles et 21 498 instituteurs, soit une école par 866 habitants. En 1869, 1 111 785 enfants recevaient l'instruction primaire; 616 491 garçons et 495 514 filles. Ce nombre est actuellement de 1 627 919.

autres matières de l'enseignement. Les instituteurs eux-mêmes allaient être obligés d'apprendre le hongrois pour l'enseigner ensuite. Il leur faudrait chaque année, pendant les vacances, quitter les villages et aller, loin de leurs familles, dans la ville que le gouvernement aurait choisie pour y organiser des cours. De là un trouble apporté dans tout le corps enseignant et de nouvelles difficultés pour le recrutement des instituteurs. — D'ailleurs, les élèves qui veulent obtenir des emplois dans l'administration doivent forcément continuer leurs études; il sera toujours temps pour eux d'apprendre le hongrois dans les écoles secondaires où cette langue fait partie du programme; mais pour des enfants de paysans, qui sont destinés à pousser la charrue et ne sortiront jamais de leur village, à quoi bon leur imposer cette étude? Ils n'auront jamais l'occasion de parler le hongrois et oublieront bientôt le peu qu'ils auront appris.

A la Chambre des magnats, les évêques orthodoxes, roumains et serbes, ont reproduit tous ces arguments et ont grandi le débat. — A leurs yeux, cette mesure indiquait une tendance dangereuse pour la paix publique, une tentative de tout magyariser quand même. Jusqu'ici, quand ils construisaient des écoles avec les revenus de leurs évêchés ou avec les souscriptions des fidèles, l'inspecteur, chargé d'examiner l'installation au point de vue de l'hygiène, se montrait très difficile pour en autoriser l'ouverture. Même sévérité pour les livres classiques. Dès qu'une histoire élémentaire contenait le moindre mot capable d'entretenir les sentiments patriotiques, le livre était interdit. Il fallait aussi soumettre aux inspecteurs de l'État le plan des études. Mais là s'arrêtait l'intervention de l'autorité. Désormais, sous prétexte de constater si un instituteur sait *suffisamment* le hongrois, l'administration aura la haute main sur le personnel enseignant. On va tomber dans le domaine de l'arbitraire. Qu'est-ce qui pourra arrêter l'État, quand, armé d'un tel précédent, il voudra porter une nouvelle atteinte aux saintes libertés d'une minorité toujours soupçonnée et sans cesse persécutée? Les évêques ne manquaient pas non plus de reprocher aux Hongrois d'employer maintenant des procédés dont ils s'étaient plaints eux-mêmes, quand les Autrichiens en usaient contre la race magyare.

Le parlement a laissé dire et a passé outre. Aujourd'hui la langue hongroise est devenue obligatoire dans toutes les écoles. Reste l'application. Aux termes de la loi, à partir de 1883, nul instituteur ne pourra être nommé dans une école primaire, s'il ne peut enseigner le hongrois. Ceux qui exercent déjà, doivent apprendre cette langue dans un délai de quatre années. Les inspecteurs doivent veiller à ce que, dans le plan d'études qui leur est soumis, le cours de langue hongroise occupe une place suffisante. Si cette prescription n'est pas

strictement observée, les écoles confessionnelles pourront être transformées en écoles communales et les écoles entretenues par des particuliers seront fermées.

Voici déjà deux années que, pendant les mois de juillet et d'août, les instituteurs vont suivre des cours gratuits de langue hongroise, dans les villes les plus proches. D'après les rapports officiels des inspecteurs, tout se passe pour le mieux. C'est exact pour les régions où la population est allemande, déjà les écoliers parlent un peu le hongrois. Mais on ne peut, sans un optimisme aveugle, croire que tous les instituteurs qui appartiennent à ces races se prêteront de bonne grâce à l'application de la loi. Ce serait méconnaître la vivacité des sentiments nationaux des Roumains et surtout des Serbes. Le gouvernement éprouvera tôt ou tard de vives résistances, et s'il n'use pas de beaucoup de ménagements, il pourra se créer de graves difficultés.

L'enseignement industriel et commercial est encore peu développé en Hongrie. Les Allemands, les Israélites, les Saxons de Transylvanie avaient de tout temps presque monopolisé les transactions commerciales et fait de l'allemand la seule langue parlée dans les affaires. Mais dans ces dernières années, les Hongrois ont créé une académie de commerce à Budapest et 28 écoles commerciales. Toutes les villes importantes, Debreczen, Kolozsvár, Temesvár, Székes-Fehérvár... en possèdent maintenant. La même œuvre a été entreprise pour l'enseignement industriel. On compte déjà 42 écoles industrielles avec des ateliers pour les apprentis. Il faut citer celles de Budapest (notamment pour les arts industriels et pour la meunerie), celle de Kassa pour les mécaniciens (80 élèves), celle de Temesvár pour les architectes (60 élèves). Quelques grandes villes ont aussi des écoles du soir et des cours de dessins pour les apprentis. A Budapest, il y en a une dizaine. Ces écoles, ainsi que les ateliers spéciaux pour chaque métier, ont été fondées par un piariste, le P. Szabóky, dont la mémoire est vénérée en Hongrie, comme celle du patriote qui a le mieux compris les besoins du temps. On commence aussi à s'occuper de l'éducation des filles, et pour leur donner un enseignement qui leur permette de gagner leur vie, on a créé pour elles quelques écoles professionnelles. C'est l'une des questions qui, en ce moment, préoccupe le plus l'opinion.

III

L'enseignement secondaire est donné dans les gymnases et dans les écoles réales.

L'enseignement des gymnases est conforme à celui de nos lycées.

On en compte cent vingt-neuf, dont sept écoles de l'État, et quatorze écoles royales catholiques placées sous l'autorité directe du ministre de l'instruction publique. Les autres gymnases sont des écoles libres. Quarante-sept sont tenus par divers ordres religieux, Piaristes, Cisterciens, Bénédictins, Prémontrés, Frères Mineurs, Franciscains; soixante et un collèges dépendent des communautés protestantes.

Il existe une différence notable entre la situation des gymnases catholiques et celle des collèges protestants. Les premiers sont placés sous la haute surveillance du gouvernement et doivent suivre les programmes ministériels. Cette dépendance vient des relations intimes qui ont existé de tout temps entre l'État hongrois et l'Église catholique. Les protestants, au contraire, ont réussi jusqu'à présent à maintenir leur complète autonomie. Leurs collèges ne sont surveillés que par les autorités nommées par les différentes communautés. Cette situation privilégiée, garantie aux calvinistes par d'anciennes lois, est le prix de luttes séculaires, alors qu'ils combattaient à la fois pour la liberté de conscience et la cause nationale. C'est parmi les calvinistes hongrois qu'on trouve le magyarisme dans ce qu'il a de plus austère et de plus exclusif. Parfois même, leur patriotisme plus ardent qu'éclairé les égare. Dernièrement, le conseil d'enseignement des écoles calvinistes émit un vœu tendant à supprimer l'enseignement obligatoire de la langue allemande dans les collèges, et motivait cette mesure par la nécessité de décharger les élèves d'une partie des matières qui encombrant le plan d'études. Divers organes de la presse sincèrement magyare n'ont pas hésité à blâmer hautement cette décision. La littérature hongroise n'est pas assez développée, les traductions des chefs-d'œuvre des littératures étrangères ne sont pas assez nombreuses, pour que les étudiants puissent se dispenser de recourir aux ouvrages écrits en allemand. Pour l'enseignement supérieur surtout, il est indispensable que les étudiants soient familiarisés avec la langue allemande; et en privant la jeunesse hongroise de cet auxiliaire, on mettrait un obstacle sérieux à son développement intellectuel.

Depuis plusieurs années, on conteste la situation exceptionnelle dont jouissent les gymnases et collèges confessionnels, catholiques ou protestants. On se plaint que les professeurs de ces collèges ne sont pas, comme ceux des autres gymnases, tenus de faire des études universitaires et d'obtenir le brevet de capacité. Mais les calvinistes s'opposent absolument à toute mesure pouvant porter atteinte à la liberté de l'enseignement, qu'ils regardent comme la plus forte garantie de leur autonomie religieuse. Ils rappellent les services qu'ils ont rendus à la cause nationale et protestent de leur

dévouement à la patrie hongroise. De son côté, le gouvernement déclare qu'il veut à tout prix élever le niveau des professeurs pour tout l'enseignement secondaire, modifier le plan d'études, et imposer les livres de classes de son choix. Ces réformes ont déjà été opérées dans les écoles de l'État et les écoles royales catholiques, soit dans vingt et un établissements. Il reste cent huit gymnases, où le ministre n'a pas encore le pouvoir de les appliquer. Pour justifier son intervention, le gouvernement produit les plaintes des professeurs de l'université sur l'insuffisance d'instruction de leurs auditeurs, et il paraît fermement résolu à vaincre les résistances des établissements confessionnels. Sous peu, il présentera au Parlement un projet imposant à tous les gymnases et aux écoles réales, à quelque confession qu'ils appartiennent, un système uniforme d'enseignement. Il demande que son contrôle puisse être efficace, qu'on exige des professeurs des preuves de capacité, et par-dessus tout, que le Parlement lui donne les moyens d'augmenter le nombre des gymnases, dépendant directement de l'État.

La pension d'un interne, y compris les cours de langues vivantes, les cours de danse et de musique, coûte de 600 à 800 florins (1300 à 1700 francs). C'est plus que ne peuvent payer la plupart des pères de famille; aussi l'internat est-il l'exception. A peine y a-t-il dans chaque classe deux ou trois internes, et seulement dans quelques gymnases, notamment à Kalocsa, chez les Jésuites, à Nagyszombat (Tyrnau), au gymnase archiépiscopal, tenu par des prêtres séculiers, dans quelques maisons dirigées par les Piaristes, et dans des collèges protestants. Le prix de la pension d'un externe est au contraire très modique : 30 ou 40 florins; et dans les gymnases ecclésiastiques, elle n'excède guère 12 florins par an. Les élèves dont les parents n'habitent pas la ville où est le collège, sont placés dans des familles où ils sont logés et nourris. Il arrive souvent que, pour faciliter aux étudiants l'étude d'une langue qui est peu parlée dans la région qu'ils habitent, des familles allemandes et hongroises font entre elles un échange de pensionnaires. Il s'opère ainsi une sorte de compensation qui rend aux parents les frais d'éducation moins onéreux.

En 1878, il y avait dans les gymnases trente-trois mille élèves. La durée des études y est de huit années, et il faut subir un examen à la fin de chaque année scolaire, pour passer dans la classe supérieure. Pour être admis ensuite à l'université, il faut obtenir un diplôme (*testimonium maturitatis*. — *Érettségi vizsga*), qui correspond à notre baccalauréat, et est délivré à la suite d'un examen passé dans chaque gymnase, en présence d'un inspecteur du gouvernement. L'examen passé dans chaque gymnase a l'avantage de

ne pas laisser les élèves courir les chances d'un examen fait par des professeurs qui ne les ont pas suivis pendant leurs études. Les élèves sérieux trouvent ainsi une indulgence qui est refusée aux autres. Mais ce système a aussi ses inconvénients. Tel élève dont le père est sous-préfet, chef de district, juge, employé de l'administration, compte toujours que ses parents lui obtiendront la bienveillance des examinateurs. Ces influences locales sont plus puissantes en Hongrie que partout ailleurs, et il paraît que c'est là une des principales causes de l'insuffisance d'instruction de beaucoup d'élèves qui entrent à l'université. Il n'y a environ qu'un dixième des élèves des gymnases qui aborde l'enseignement supérieur. Les autres, qui ne se sentent pas les aptitudes nécessaires ou qui n'ont pas de ressources suffisantes pour poursuivre leurs études, vont chercher un avenir dans le commerce, dans les administrations de chemins de fer ou dans l'agriculture. Beaucoup se préparent à un examen spécial pour être admis comme employés dans les bureaux de l'administration centrale, ou dans celle des comitats ou des municipalités.

Les écoles *réales* correspondent à ce que nous appelons l'enseignement secondaire spécial, et préparent les candidats à l'École polytechnique. Les sciences mathématiques et naturelles sont la base de l'enseignement. Depuis 1873, l'étude de la langue française et la gymnastique sont devenues obligatoires. La première école réelle fut fondée à Arad, en 1832, par des israélites. Mais ce n'est qu'à partir de 1867, quand la Hongrie fut rendue à elle-même, et qu'on put former de vastes projets pour l'exécution des travaux publics, que les écoles réales se multiplièrent. En 1871, il y avait déjà 24 écoles fréquentées par 4883 élèves; 69,5 pour 100 étaient Hongrois; 25,8 Allemands; 4,9 seulement appartenaient à d'autres nationalités.

La crise financière qui éclata à Vienne, en 1873, arrêta subitement toutes les entreprises et la carrière d'ingénieur se trouvant encombrée, on ne se porta plus avec le même empressement vers les écoles réales. Suivant l'expression du ministre de l'instruction publique, « les montagnes d'or promises par la carrière technique étaient devenues des collines de sable, et les écoles réales avaient dépassé les besoins du pays ». Cet enseignement groupait encore, en 1878, 5749 étudiants, et on comptait 27 écoles. Deux seulement étaient confessionnelles, les autres dépendaient des communes ou de l'État. Le discrédit dont les écoles réales sont frappées depuis plusieurs années tient aussi en grande partie aux essais continuels, dont elles ont été l'objet de la part de l'administration. On a eu aussi le tort de ne pas combiner les plans d'études, de manière

à établir une corrélation entre les programmes de ces écoles et ceux des gymnases, de sorte qu'il est difficile aux élèves qui ont suivi les cours des écoles réales de passer dans une des classes correspondantes du gymnase. Les élèves sont obligés d'opter encore jeunes pour la voie qu'ils auront à suivre, et le gymnase s'offre à eux avec plus d'avantages, puisqu'il donne accès à un plus grand nombre de carrières. On attend impatiemment un règlement définitif pour remédier à cette situation. Le projet est à l'étude depuis cinq ans.

L'enseignement agricole mérite une mention spéciale. L'établissement le plus important est l'académie agricole de Magyar-Óvár, près Raab. Elle fut créée, en 1818, par le prince Albert de Saxe-Teschen, gendre de Marie-Thérèse, et reçut le titre d'académie royale en 1865. On y trouve un laboratoire bien outillé, de belles collections, une bibliothèque, un vaste jardin des plantes et un champ d'expériences, où M. de Rodiczky, dont le nom est connu en France par ses articles dans le *Journal d'agriculture pratique*, fait sur cent parcelles les essais les plus variés. Par ses installations et ses méthodes d'enseignement, cet établissement est comparable à notre école de Grignon. Le domaine de 200 hectares, que possède l'académie, est situé au milieu d'une terre de 22 000 hectares, qui appartient à l'archiduc Albrecht, et où sont employées les machines agricoles les plus perfectionnées.

Il y a actuellement, à Magyar-Óvár, 250 élèves. C'est l'une des écoles les plus fréquentées de l'Europe. De 1865 à 1879, 1660 élèves y ont suivi les cours.

Il y a encore, en Hongrie, quatre écoles secondaires, deux fermes écoles, deux écoles de viticulture; une école forestière très célèbre à Schemnitz (Selmech); et un grand nombre d'écoles d'agriculture, créées par des particuliers ou des sociétés. Il faut citer la ferme école de Nagy-Szent-Miklós, fondée en 1802 par le comte Nakó, et les écoles créées en Transylvanie par plusieurs municipalités¹.

Toutefois, il est regrettable que la Hongrie, dont la principale richesse est l'agriculture, ne possède pas un établissement qui soit à la hauteur de l'institut agronomique de Paris, ou du *Hochschule für Bodenkultur* de Vienne. L'académie de Magyar-Óvár, située dans un petit village, est trop éloignée d'un milieu scientifique pour rivaliser avec ces grandes écoles. D'autre part, le sol y est sec, mêlé de sable, et impropre aux expériences.

¹ Comme pour les autres branches de l'enseignement, le progrès en cette matière date de 1867. Il n'y avait alors que 247 élèves et 23 professeurs. En 1878, on comptait dans les écoles de l'État 576 élèves et 73 professeurs. En 1867, le crédit pour l'enseignement agricole n'était que de 29 000 florins maintenant on y consacre annuellement 235 000 florins.

IV

L'enseignement supérieur est représenté par deux universités, celle de Budapest et celle de Kolozvár (Klausenburg), en Transylvanie. Avant de parler de ces deux établissements, il importe de mentionner les nombreuses académies de droit, qui sont de fondation fort ancienne. On en compte treize : cinq académies royales, deux académies catholiques placées sous la surveillance du ministre, six autres dépendant des confessions calvinistes et luthériennes. Tous les citoyens hongrois étant autrefois appelés à prendre une part active dans l'administration locale des comitats (départements), il était de toute nécessité qu'ils fussent initiés aux éléments du droit. On s'accorde à reconnaître que ces académies ont réussi à faire prévaloir, dans la nation, les principes de légalité qui ont été une des forces de la race magyare dans les luttes qu'elle a eu à soutenir pour son indépendance. Maintenant les étudiants vont de préférence dans les facultés de droit de Budapest ou de Kolozvár ; et chaque année, les académies de droit voient diminuer le nombre de leurs élèves. En 1878, elles ne contenaient plus que 923 étudiants, tandis que la seule faculté de droit de Budapest en comptait 1341.

Le ministre de l'instruction publique, M. Tréfort, crut dernièrement que le moment était venu de supprimer toutes ces académies ecclésiastiques. A ses yeux, elles ne donnent pas un enseignement au *niveau du temps*, et en facilitant, outre mesure, les études juridiques, elles détournent beaucoup d'élèves des carrières spéciales, et finissent par constituer une sorte de prolétariat d'avocats sans causes. Le ministre invita donc les directeurs à fermer leurs établissements et à reporter sur les académies royales les ressources dont ils disposaient. C'était aller trop loin. Personne ne conteste l'avantage qu'il y aurait à supprimer plusieurs de ces écoles de droit, et à augmenter le nombre des universités, mais il y a quelques académies où l'enseignement est à l'abri de toute critique. Je citerai notamment celle d'Eger, qui est dirigée par Mgr Samassa. La ville d'Eger (Erlau), constitue déjà, au nord de la Hongrie, un foyer intellectuel très actif. L'immense bâtiment où est établi le lycée contient une bibliothèque de 60 000 volumes et un bel observatoire. Il y a déjà là tous les éléments pour former une université nouvelle.

La mesure proposée par le ministre devait provoquer une résistance énergique de la part des représentants des diverses confessions. Pendant que la convention luthérienne de Budapest protestait au nom de l'autonomie religieuse et défendait l'académie d'Eperjes, l'archevêque d'Eger, l'un des hommes les plus éminents de l'épiscopat catholique, défendait de son côté celle d'Eger. Dans une lettre

pleine de la plus fine ironie, ce prélat demanda au ministre ce qu'il entendait par le « *niveau du temps* », et lui reprocha son ingratitude vis-à-vis d'un établissement dont il avait été l'élève : « Sans doute, écrit-il, les cours des académies de droit ne sont pas au niveau de ceux faits dans les universités étrangères, mais ne résulte-t-il pas des enquêtes officielles que les universités hongroises sont dans le même état d'infériorité? Le petit nombre d'élèves, dont le ministre fait un reproche aux académies, permet au contraire, aux professeurs, de suivre de plus près les étudiants. Il y a en Allemagne des universités qui n'ont que 20 ou 25 étudiants. Et les choses se passent-elles mieux dans les universités hongroises? Le ministre a avoué lui-même qu'il était assailli par les parents, qui réclamaient des autorités universitaires des mesures sévères, afin d'empêcher les étudiants de désertir les cours pour fréquenter les endroits publics. Sur 180 inscrits, 20 ou 25 étudiants assistent aux conférences... »

Le reproche fait par le ministre aux académies de province, de créer une sorte de prolétariat dans le barreau, a offert à Mgr Samassa l'occasion d'examiner l'état général de l'enseignement, et de placer la question sur le terrain social et politique. A ses yeux, le mal vient de la séparation trop absolue qui existe, dans l'enseignement secondaire, entre les gymnases et les écoles réales. On entre de préférence dans les gymnases, parce que les programmes sont moins spéciaux, et quand on en sort, on se trouve tout préparé, par des études littéraires et philosophiques, aux cours de la faculté de droit. C'est dans l'enseignement des gymnases que les réformes sont les plus urgentes. Au lieu de surcharger les cours de matières si nombreuses, que les élèves ne peuvent que les effleurer, on devrait développer l'étude de l'histoire, de la philosophie, des auteurs classiques, et par-dessus tout apprendre aux élèves à penser, en introduisant une méthode philosophique dans toutes les branches de l'enseignement. Enfin, il faudrait attendre qu'on eût expérimenté les premières réformes avant d'en tenter de nouvelles.

Il ne tient qu'au ministre, poursuit Mgr Samassa, de diminuer le nombre des élèves en droit et d'élever le niveau des études. Il suffit de rendre les examens des universités plus sévères, mais si on se borne à fermer les académies ecclésiastiques, tous les élèves iront accroître le nombre des étudiants des universités. Et quand ces premières réformes seront réalisées, le mal subsistera encore tant que l'organisation administrative ne sera pas en harmonie avec l'enseignement universitaire. Dans l'état de transformation sociale où est le pays, la propriété foncière est dépréciée, il y a partout un appauvrissement croissant, les entreprises industrielles et commer-

ciales font défaut, tous les jeunes gens recherchent des emplois dans l'administration, et au lieu de réserver les places à ceux qui sortent des universités, le gouvernement, les comitats, les municipalités choisissent souvent des employés sans brevets. Les élèves qui ont rempli toutes les conditions exigées par l'État pour obtenir des diplômes et qui s'attendent à remplir ces postes, trouvent alors les places prises et vont se réfugier dans le barreau. « La vie ne tient pas ce que l'école promet. L'État a fait de l'enseignement un bâtiment immense, mais il n'a pas pris soin de construire un toit assez large pour le couvrir tout entier. »

On ne saurait méconnaître tout ce qu'il y a de juste dans ces observations. Aussi ont-elles trouvé un écho dans le pays, et la question de la suppression des académies de droit est restée en suspens.

L'université de Budapest fut fondée à Tyrnau en 1635, par le primat de Hongrie, Pázmándy, et transférée à Buda en 1777. Elle comptait, en 1878, 2757 élèves¹. La durée des études est de trois ans pour la faculté de philosophie², de quatre ans pour celles de droit et de théologie, et de cinq ans pour celle de médecine.

Outre le diplôme de docteur (*doctor philosophiæ — bölcsészeti tudor*), la faculté de philosophie donne à ceux qui se destinent au professorat dans les écoles secondaires un diplôme de professeur. La faculté de droit délivre aussi, à la fin des études, deux diplômes. L'un est pour les sciences d'État (*doctor scientiarum politicarum — államtudományi tudor*), qui sert de titre à ceux qui sollicitent des places dans l'administration; l'autre est pour le droit (*doctor juris universi — jogtudományi tudor*), et est exigé de ceux qui veulent embrasser la profession d'avocat ou de notaire public. Mais pour exercer ces professions, il faut en outre faire un stage de trois ans, dont une année près d'un tribunal et deux années auprès d'un avocat ou d'un notaire. On peut alors passer l'examen définitif, dit examen d'avocat (*ügyvédi vizsga*). Une moitié du jury est choisie par le gouvernement et l'autre par le barreau.

La faculté de droit groupe plus de la moitié des élèves de l'université, et comme il y a déjà 6000 avocats en Hongrie, on comprend les inquiétudes du ministre de l'instruction publique. Cet encombrement de la carrière d'avocat vient des errements antérieurs à la

¹ Les 2757 élèves de l'université de Budapest étaient répartis entre les diverses facultés de la manière suivante : 1341 pour le droit ; 664 pour la philosophie ; 662 pour la médecine et 80 pour la théologie catholique.

² On désigne sous le nom de Faculté de philosophie, comme en Allemagne, celle où sont enseignées la philosophie, la littérature, l'histoire, la philologie et les sciences mathématiques, physiques et naturelles.

loi de 1875. Il y avait des académies où les cours ne duraient que deux ou trois ans, et il suffisait de deux ans de stage pour passer l'examen qui donne accès au barreau. La loi de 1875, en portant à quatre ans la durée des cours, en rendant obligatoire le diplôme de docteur et en exigeant un stage de trois années, a écarté beaucoup de jeunes gens de cette carrière. C'est surtout dans les académies de province que le nombre des étudiants a diminué, car la durée des cours n'y étant que de trois ans, il fallait, pendant la quatrième année, suivre les leçons d'une université pour y obtenir le grade de docteur¹. Ces résultats n'ont pourtant pas paru suffisants, et le gouvernement a dû préparer un projet qui élève à cinq ans la durée des cours. De la sorte, on ne pourra plus obtenir le diplôme d'avocat avant vingt-sept ans.

On doit se demander quel avenir restera aux étudiants hongrois. Déjà la proportion des docteurs en médecine dans les villes et dans les campagnes est suffisante pour les besoins du pays, car indépendamment des étudiants de Budapest et de Kolozsvár, beaucoup de Hongrois suivent les cours de la faculté de Vienne. Il y a même des médecins qui ont peine à trouver des moyens d'existence, et qui cherchent des leçons à donner ou des emplois à remplir en dehors de leur profession. Suivant toute probabilité, c'est vers la faculté de philosophie et surtout vers l'école polytechnique que les étudiants seront obligés de se tourner.

L'école polytechnique prépare les élèves pour toutes les carrières qui exigent la connaissance des sciences exactes. Elle peut être comparée à notre École centrale des arts et manufactures. Elle se compose de trois sections : celle des ingénieurs, celle des architectes et celle des constructeurs ; ensemble 516 élèves. On fait de grands efforts pour développer cet enseignement, car jusqu'à présent toutes les constructions importantes, ponts, chemins de fer, monuments publics et privés ont été exécutés par des ingénieurs étrangers.

Je dois aussi mentionner deux établissements qui dépendent de l'université de Budapest. Le laboratoire de chimie que l'on doit à l'initiative du baron Eötvös, l'ancien ministre de l'instruction publique. L'amphithéâtre peut contenir 300 auditeurs et les installations sont les plus complètes qu'il y ait en Europe. La bibliothèque de l'université est aussi un des monuments les plus remarquables de Budapest, autant par son architecture élégante que par les nombreux documents qu'elle renferme ; elle contient 160 000 vo-

¹ En 1874, il y avait en Hongrie 3366 étudiants en droit ; l'année suivante, ce nombre était réduit de 500 ; et, en 1879, de 800. Dans les académies royales et épiscopales, le nombre des élèves est tombé de 1041 à 585 ; et dans les académies protestantes, de 802 à 335.

lumes; près de 35 000 lecteurs la fréquentent chaque année.

L'université de Kolozsvár, en Transylvanie, bien qu'elle soit d'origine récente, joue un rôle important dans la politique intérieure de la Hongrie.

La Transylvanie est la région de l'Europe où l'on trouve le plus de races différentes. A l'est, des Székelyek (Sicules); au sud, des Allemands; dans tout le reste de la province, des Roumains. Il y a bien des Hongrois dans toutes les villes, mais ils sont en minorité. La diversité est plus grande encore sous le rapport des cultes; catholiques, luthériens, calvinistes, unitaires, juifs. Les membres de plusieurs sectes s'y rencontrent partout. Les magyars n'ont pas la prétention de fusionner tous ces éléments, mais ils espèrent acquérir la prépondérance en faisant pénétrer l'enseignement des sciences dans les autres races. Il fallait donc créer une université *hongroise* en Transylvanie. On ne pouvait choisir pour la fonder ni Kronstadt, ni Hermanstadt, ni Karlstadt, ces vieilles cités étant toutes situées dans la région du sud où domine l'élément allemand. La ville de Kolozsvár semblait, au contraire, indiquée d'avance. Elle est presque au centre de la province, sur la route qui conduit de Budapest à Bucarest, et n'a pas moins de 26 000 habitants, dont 23 000 Hongrois. Elle fut de tout temps la capitale de la partie de la Transylvanie qu'on appelait le pays des magyars. Habitée par les magnats dont les domaines sont en Transylvanie, devenant peu à peu le centre de la petite noblesse du pays, elle était de fait la capitale intellectuelle des Hongrois de Transylvanie. Quand l'université s'y installa en 1872, les professeurs trouvèrent déjà une partie de l'œuvre faite par un homme que les Hongrois de Transylvanie considèrent comme leur bon génie, le vénérable comte Émeric Mikó. On doit à son initiative le musée transylvanien, créé dès 1860; une bibliothèque qui n'a pas moins de 50 000 volumes; une collection d'histoire naturelle, d'antiquités et de médailles.

L'université de Kolozsvár comprend des facultés de droit, de médecine, de philosophie qui réunissent 382 étudiants ¹. Les tableaux indiquant la répartition des élèves de l'université de Kolozsvár entre les diverses facultés, par races et par religions ont un réel intérêt. En 1879, les cours étaient suivis par 357 Magyars, 39 Roumains, 25 Allemands, 1 Serbe. Sur ce nombre, 348 étudiants appartenaient

¹ 182 élèves sont inscrits à la faculté de droit, 85 à la faculté de médecine, 115 à la faculté de philosophie (66 dans la section de philologie, d'histoire et de philosophie, 49 dans celle des sciences mathématiques et naturelles). Les leçons de pharmacie sont suivies par 25 élèves, celles de science obstétricale par 50 sages-femmes. L'école normale compte 48 élèves, et l'institut agricole en compte 90.

à la Transylvanie, et 73 seulement à la Hongrie. On le voit, le but a été atteint, c'est une université magyare et transylvanienne. En rapprochant le tableau des races de celui des religions, on trouve que, sauf de rares exceptions, tous les catholiques et les calvinistes sont magyars, que les luthériens appartiennent aux colonies allemandes (saxones) qui occupent le sud de la Transylvanie, que les grecs unis et non unis sont de race roumaine. 194 catholiques, 137 calvinistes, 23 luthériens, 24 unitaires, 23 grecs unis, 20 juifs, 6 grecs non unis.

Autrefois, presque tous les étudiants israélites de Hongrie suivaient les cours des facultés de médecine, car avant 1860 tous les emplois auxquels préparent les autres facultés leur étaient refusés. Maintenant ils se partagent entre les facultés de droit et celles de médecine. Les catholiques ont une préférence marquée pour les cours de droit et de philosophie; les calvinistes, pour les mathématiques. En se portant vers les études techniques, les calvinistes se préparent à jouer plus tard un rôle prépondérant en Hongrie. Depuis plusieurs années les Hongrois ont compris que la prospérité du pays exigeait un développement rapide de l'industrie. La concurrence faite par la Russie et l'Amérique à leur commerce agricole les forcera à diriger plus que jamais leurs efforts en ce sens. De nouveaux chemins de fer et de nouveaux canaux donneront bientôt une nouvelle impulsion au pays. En Hongrie, l'avenir est aux ingénieurs.

Les universités de Budapest et de Kolozsvár ne donnent qu'une idée incomplète de la culture intellectuelle de la jeunesse hongroise. Beaucoup d'étudiants hongrois vont dans les universités étrangères pour recueillir les leçons de professeurs renommés et pour mieux connaître la civilisation occidentale. Le gouvernement hongrois distribue des bourses pour faciliter ces études au dehors.

La proximité de Vienne et les relations étroites qui existent entre la Hongrie et l'Autriche ont fait de cette ville le rendez-vous d'un grand nombre d'étudiants qui suivent les cours de médecine, de chirurgie, de sciences physiques et naturelles, de chimie et de mathématiques. Les élèves ingénieurs vont aussi dans les écoles de Zurich, de Munich et de Stuttgart. Les philologues étudient les langues anciennes à l'université de Berlin. Les conférences du docteur Roscher attirent à Leipzig ceux qui étudient d'une manière spéciale l'économie politique. Tous les théologiens protestants passent au moins un an à Iéna ou à Halle, et il est de tradition, chez les Saxons de Transylvanie, de ne jamais nommer pasteur un candidat qui n'aurait pas suivi en Allemagne les cours d'une des facultés de théologie luthérienne.

Si les Hongrois vont encore dans les universités allemandes, c'est moins par sympathie pour les populations de l'empire germanique qu'à raison des rapports politiques, commerciaux et religieux que la Hongrie entretient avec ce pays. La connaissance qu'ils ont presque tous de la langue allemande leur rend d'ailleurs les études plus faciles. D'autre part, les publications nombreuses que font les savants allemands dans toutes les branches des connaissances humaines sont très répandues en Hongrie, et c'est par là que depuis des siècles les Hongrois ont été initiés à tous les progrès dans les sciences et dans les lettres. Pourtant le caractère et le génie magyar, tout en empruntant aux Allemands la plupart des éléments de leur civilisation, a conservé son individualité. Dans leurs écrits, comme dans leurs discours, les Hongrois montrent une grande lucidité. Leur style est clair, leur parole est brève, les expressions sont pleines de vigueur et semées d'images colorées qui rappellent les tournures poétiques familières aux peuples de l'Orient. Il y a dans la manière des Hongrois une fougue, un élan inconnu à la race allemande, et par certains côtés, ils se rapprochent beaucoup du caractère français. Ils ont un goût prononcé pour notre littérature et suivent en même temps avec un vif intérêt tout ce qui se publie en Angleterre. Peu à peu ils s'émanent de la tutelle morale que pendant longtemps les Allemands leur ont imposée. L'antipathie pour tout ce qui est allemand s'accroît chaque jour davantage. Dernièrement, la ville de Kronstadt faisait fermer son théâtre allemand, et Budapest prenait les mêmes mesures pour le sien. Quand il fut récemment question d'établir une nouvelle académie de théologie protestante, Pressburg et Eperjes se disputèrent la préférence. La demande de la commune protestante de Pressburg était rédigée en allemand. Tout porte à croire que ce fait ne fut pas étranger à la décision de la convention luthérienne de Budapest, qui se prononça en faveur d'Eperjes.

Cela suffit à expliquer la proposition que vient de faire le ministre de l'instruction publique pour le choix de la ville où devra s'établir la nouvelle université hongroise.

Le besoin d'une troisième université se fait sentir depuis longtemps ; celle de Budapest compte trop d'élèves, celle de Kolozsvár n'est guère fréquentée que par des étudiants de Transylvanie, et il tarde aux Hongrois de voir une partie des étudiants qui vont à l'étranger revenir dans les universités hongroises. Dès que la question s'est posée, les principales villes de Hongrie ont présenté leurs titres. Tyrnau, qui fut le berceau de l'université de Budapest, et Fünfkirchen, où existait jadis une des plus anciennes universités hongroises, firent valoir ce qu'elles appellent des droits historiques.

Leurs demandes n'ont pu être accueillies. On a écarté aussi la demande de Groswardein, parce que cette ville est trop rapprochée de Kolozsvár, et celle de Debreczen, la Genève hongroise, parce que, tôt ou tard, on devra y créer une université protestante. Pour Szeged, la ville inondée en mars 1879, le ministre a dû être plus explicite, car l'opinion publique s'était énergiquement prononcée en sa faveur. Située au centre de la plaine hongroise (puszta), région qui a été privée jusqu'à présent de tout établissement d'enseignement supérieur, cette cité, qui offre l'aspect d'un immense village, est une agglomération de 80 000 âmes, et la plus grande partie de la population est composée de Hongrois pur sang. Déjà les habitants rebâtissent leurs maisons, entourent leur ville de digues circulaires, et réservent les 7 millions de francs qui proviennent des souscriptions pour relever les demeures des pauvres. Le conseil municipal avait même fait des offres de concours et avait proposé d'installer l'université dans l'école réelle. Le ministre a répondu qu'il faudrait dix ans avant que Szeged sortit de ses ruines ; qu'il n'y avait pas dans cette ville le moindre élément de culture intellectuelle, et qu'ayant plus que jamais besoin d'une école réelle, elle ne pouvait disposer du bâtiment qu'elle offrait ; enfin, il s'est prononcé en faveur de Pressburg (Pozsony), qui présente plus de ressources. Depuis cinq ans, l'académie de droit établie dans cette ville s'est augmentée de chaires de philosophie et d'histoire. C'est un premier élément pour une faculté de philosophie. Pressburg possède aussi une bibliothèque et des établissements médicaux... La nouvelle université pourra donc s'y établir avec moins de frais qu'ailleurs. Cette dernière considération a paru décisive au gouvernement.

Il est peu probable, cependant, que cette nouvelle université donne tout ce qu'on en espère. Pressburg est entre Budapest et Vienne, et seulement à quelques kilomètres de cette dernière ville ; les étudiants du sud de la Hongrie qui trouveront sur leur chemin l'université de Budapest n'iront pas jusqu'à Pressburg ou bien profiteront de la proximité de l'excellente université de Vienne. On doit s'attendre à ce que la proposition du ministre trouve dans le parlement hongrois de nombreux partisans, car elle tend à manifester en face des Allemands, très nombreux dans cette région, la vitalité et la puissance d'initiative de la race magyare. Mais un examen plus attentif de la situation fera peut-être comprendre que, dans cette partie de la Hongrie, l'élément allemand est trop dense pour qu'il puisse être facilement assimilé par les Hongrois, et que les mêmes efforts auraient de meilleurs résultats sur un autre point du territoire, où la lutte entre les races est encore plus ardente et où l'élément hongrois a besoin de prendre plus de consistance. Je

veux parler du Banat. Avant 1778 on n'eût pas trouvé dans le Banat un seul Hongrois. Aujourd'hui, il y en a partout, mais ils sont clairsemés au milieu d'une masse compacte de Serbes et de Roumains. Des Allemands et des juifs sont venus aussi en grand nombre s'installer dans cette région, qui est la plus fertile de l'Europe. Cette contrée n'a encore été dotée d'aucun établissement d'enseignement supérieur. Les magyars, bien qu'ils soient les moins nombreux, pourraient facilement y acquérir la prépondérance. L'université de Kolozsvár est une citadelle élevée en Transylvanie contre l'élément roumain, on s'étonne que les magyars n'aient pas encore fait de même dans le Banat au milieu des populations serbes. Si ces considérations venaient à prévaloir, c'est Temesvár qui deviendrait le centre d'action. Cette ville, posée sur la Temes, au sud de Szeged, compte 32 223 habitants ¹, et est placée exactement entre les points de contact des trois cercles immenses qui enveloppent les races roumaine, serbe et magyare. Elle est commercialement la capitale de quatre comitats — Torontál — Temes — Krassó — Szörény — dont la population est d'environ 1 500 000 habitants. Une université aurait donc bientôt une clientèle assurée. Temesvár possède une grande école réale (297 élèves), un gymnase (300 élèves), un séminaire catholique, deux évêchés, l'un catholique, l'autre serbe, un hôpital civil et un hôpital militaire. L'immense bâtiment (*dicasterium*) où étaient les bureaux de l'ancienne administration provinciale du Banat et où on a réuni depuis divers services publics offrirait de vastes locaux pour une université. Mais la ville a peu de ressources, il faudrait que l'État fit la plus grande partie des frais d'installation.

Si les Hongrois comprennent leur véritable intérêt, ils deviendront moins prodigues pour doter leur capitale de monuments somptueux, et emploieront la plus grande partie de leurs ressources pour le développement des établissements d'instruction publique, d'où dépend l'avenir de la nation ².

¹ La population de Temesvár se compose de 20 631 catholiques (Hongrois et Allemands), 5487 grecs non unis (Serbes et Roumains), 3982 israélites, 1120 luthériens, 629 calvinistes, 302 grecs unis, 66 nazarcéens, quelques unitaires et mahométans.

² Le budget de 1880 porte pour l'instruction publique un crédit de 4 090 937 florins, qui se répartit ainsi : 934 900 florins pour l'enseignement supérieur (sont comprises dans ce chiffre, l'université de Budapest pour 418 190 florins, celle de Kolozsvár pour 480 833 florins, et l'école polytechnique pour 191 476 florins). 570 739 florins pour l'enseignement secondaire, 1 367 000 florins pour l'enseignement primaire. La plus grande partie de ce crédit est affectée aux écoles normales. Les communes entretiennent elles-mêmes la plupart de leurs écoles.

V

Malgré les progrès rapides réalisés en moins de quinze ans dans le domaine de l'instruction publique, il y a encore bien des lacunes à combler. Tout porte à croire que le gouvernement a entrepris trop tôt l'œuvre de centralisation, et qu'il a été entraîné dans cette voie bien plus par le désir d'imiter ce qui se fait à l'étranger que par l'étude des conditions spéciales de la vie politique et sociale de la nation hongroise. En voulant assurer dès maintenant à l'État un rôle prépondérant dans l'enseignement, il risque d'entraver l'action féconde de l'initiative individuelle, de tarir les sources déjà existantes de l'instruction et de soulever entre l'État et les diverses Églises des conflits qui seront préjudiciables aux intérêts nationaux et troubleront la paix intérieure.

La Hongrie a le rare bonheur de n'avoir pas encore sa politique compliquée par les questions religieuses, tous les efforts des Hongrois sont tournés vers la lutte contre les tendances séparatistes des races multiples qui occupent le territoire du royaume; et, pour que le gouvernement puisse continuer avec succès la propagande magyare, il est indispensable qu'il s'assure du concours des deux partis les plus influents en Hongrie, les catholiques et les protestants. Jusqu'ici, le ministre de l'instruction publique n'a réussi qu'à mécontenter les uns et les autres.

Si dans des pays qui sont depuis longtemps maîtres de leurs destinées, où toutes les races ont été de longue date fusionnées dans une puissante unité nationale, où les anciens privilèges ont disparu, où les antiques traditions ont été emportées par le courant révolutionnaire, le gouvernement ne peut violer la liberté de l'enseignement sans blesser toutes les consciences, une pareille tentative trouverait en Hongrie des résistances plus énergiques encore. Le peuple hongrois est profondément attaché à ses anciennes traditions; l'indifférentisme religieux qui mine les nations de l'Occident n'a pas encore envahi les masses; plus de la moitié de la population n'est pas de race magyare, et il n'y a pas moins de sept confessions reconnues par la loi et jouissant de privilèges spéciaux pour distribuer l'enseignement parmi leurs membres. Essayer d'établir par la seule autorité gouvernementale un système uniforme dans l'enseignement est une entreprise téméraire. Si le ministre de l'instruction publique voulait appliquer quand même son programme, il susciterait une protestation unanime de l'opinion publique. Les populations de toutes races, et les Hongrois les premiers, ont fait trop longtemps cause commune avec le clergé pour la défense de leurs libertés politiques, pour que

cette solidarité d'intérêts puisse disparaître tout à coup, et les fidèles en voyant leurs évêques se lever pour défendre l'autonomie religieuse, reconnaissent encore en eux les antiques défenseurs de leurs saintes libertés.

En Hongrie plus que partout ailleurs, il y a un parti immense à tirer de l'initiative individuelle et le gouvernement doit lui laisser le champ libre. Il ne doit exercer son action que pour encourager le développement des institutions qui existent déjà et provoquer la création de nombreux établissements indispensables à la prospérité industrielle du royaume. On croit trop généralement dans la vallée du Danube qu'il ne manque que des capitaux pour que les industries se créent et que le commerce se développe, et on est prêt à accueillir tout homme qui se vante de pouvoir par son initiative en amener de l'étranger. On ne comprend pas assez que les capitalistes ne viennent qu'avec l'espoir de prendre plus de richesses qu'ils n'en apportent, et que les capitaux étrangers sont un don funeste pour un pays qui n'est pas préparé à les utiliser comme auxiliaires du travail et comme stimulant de l'activité humaine.

Voilà ce que le gouvernement devrait se dire et il devrait dès maintenant diriger ses efforts en conséquence.

Le pays est doté d'un nombre suffisant d'écoles commerciales, mais il reste beaucoup à faire pour les écoles industrielles. Il faut surtout des écoles professionnelles destinées à former un personnel d'ouvriers et de contre-maîtres, qui constituent une armée de travailleurs pour l'industrie locale et qui soient prêts à fournir une main-d'œuvre suffisante pour de grandes manufactures. Chaque comitat devrait avoir des ateliers pour les divers métiers et des collections de modèles. Il serait facile à l'autorité d'organiser des conférences publiques, de fonder des bibliothèques populaires, de stimuler le goût et l'activité du peuple par des expositions et des concours pour l'application des sciences et des arts à l'industrie.

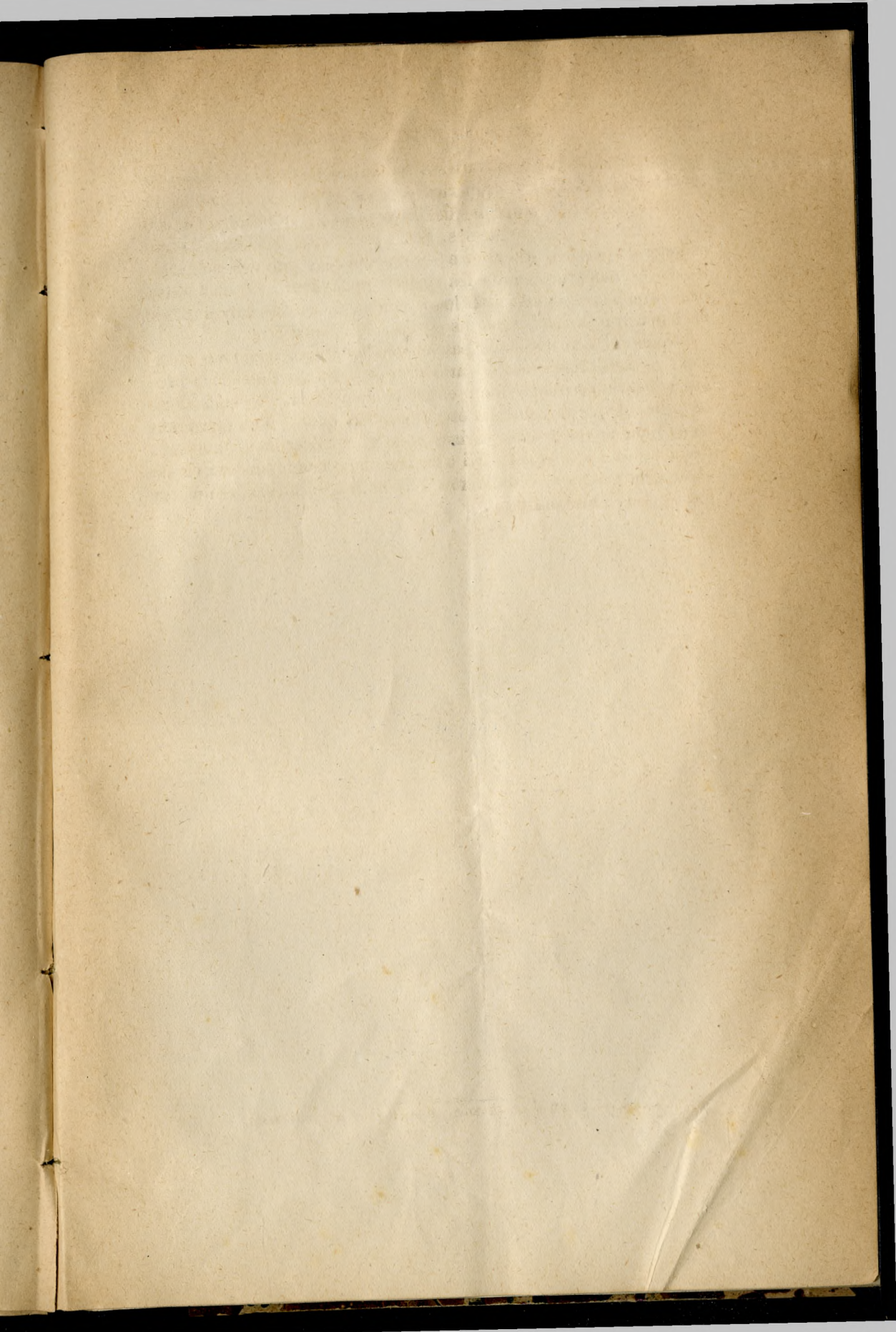
Le parti qui réalisera ce programme aura bientôt en main les destinées du pays. On croit en Hongrie que la prospérité de Budapest donne la mesure du développement économique du royaume. C'est une grave erreur. On peut bien au prix d'immenses sacrifices et en concentrant sur un point tous les efforts d'un peuple donner à une capitale une certaine splendeur qui surprenne les étrangers, mais cette prospérité factice n'est qu'un trompe-l'œil, si elle n'est pas le reflet d'un progrès qui s'étend au pays tout entier. Une nation n'est vraiment civilisée que si l'instruction a pénétré profondément dans les masses, et si l'enseignement secondaire est assez développé pour rendre les élèves aptes à aborder l'enseignement supérieur.

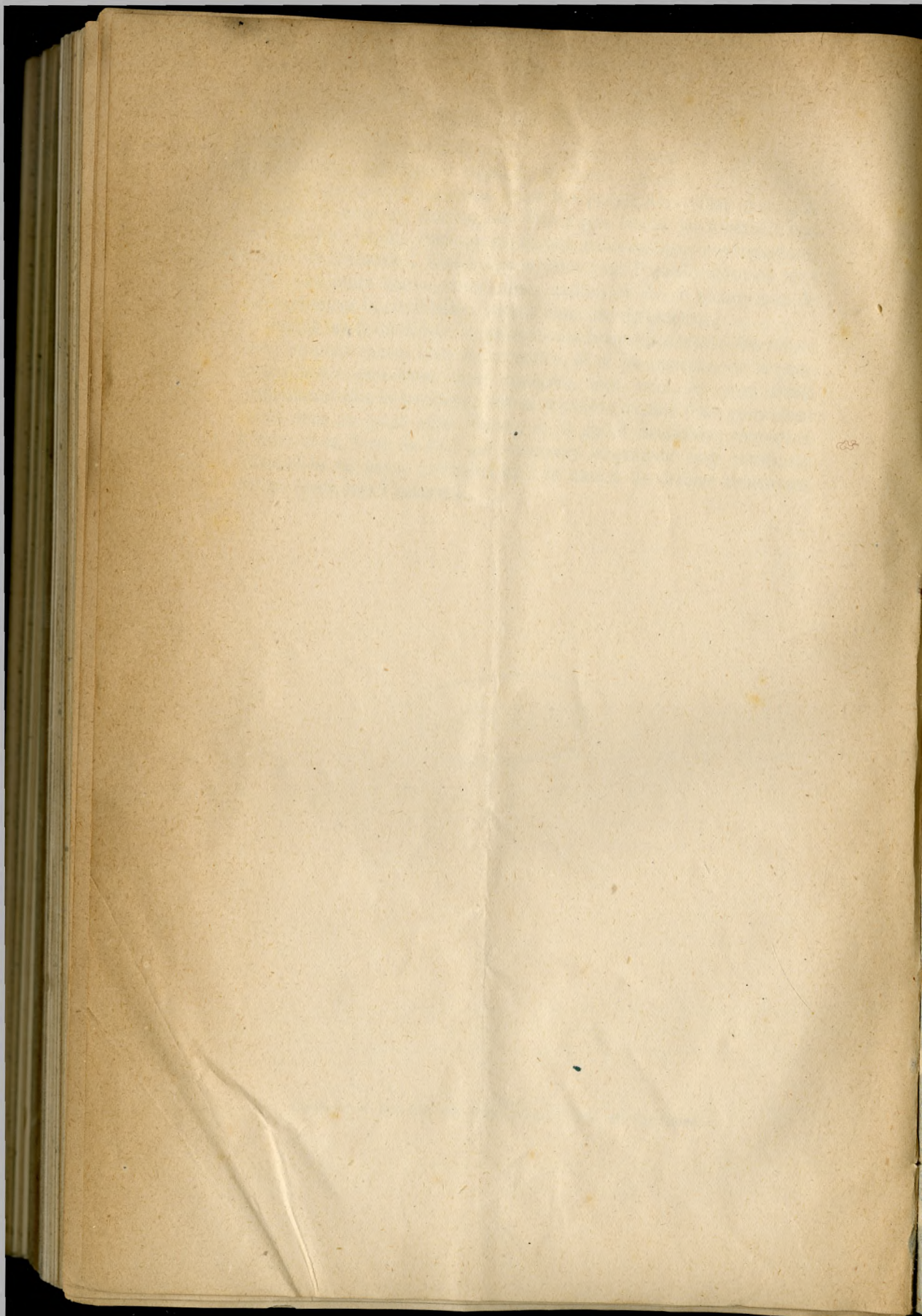
Tous les efforts des Hongrois doivent tendre au même but : la

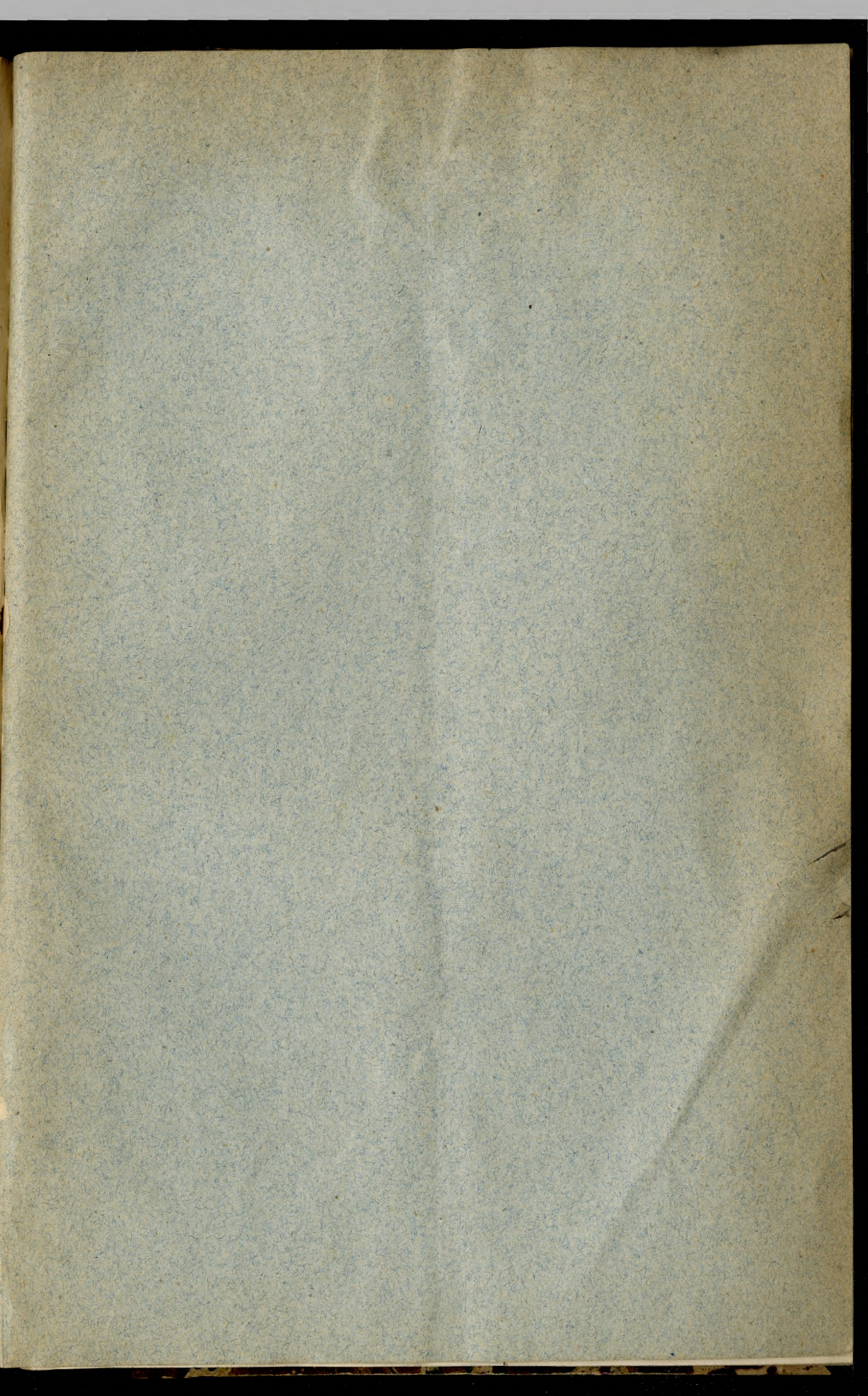
suprématie de la race magyare sur les autres races du royaume, au moyen d'une civilisation supérieure. Pour y arriver, il faut développer l'instruction moyenne dans les principales villes d'où elle rayonnera dans les campagnes. Peu à peu toutes les fonctions qui exigent des études techniques seront exercées par des magyars, toutes les industries, toutes les sociétés pour l'amélioration du sort des travailleurs seront entre leurs mains, et ils se chargeront de faire pénétrer la civilisation jusque dans les chaumières.

Depuis un demi-siècle, le patriotisme hongrois a opéré des miracles; on peut encore tout en attendre, et si les ouvriers de la première heure pouvaient faire entendre leur voix, le sage Deák rappellerait que la prudence est la première qualité d'un gouvernement dans un pays aussi divisé; et le grand Széchény, montrant Fiume et la Porte de Fer qui s'ouvrent largement pour servir de débouchés au pays, conseillerait à la nation de diriger toutes ses forces vives vers l'industrie.

DE BALLAGI GÉZA.







Le directeur du
Képes Néplap és Politikai Híradó
(le journaliste populaire et politique)

Budapest

Hongrie

